



**Cour  
Pénale  
Internationale**

**International  
Criminal  
Court**

ICC-PIDS-WU-76/11\_Fra

# 9 mai 2011 #76 La CPI semaine après semaine



## Situation en Libye

Le 26 février 2011, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé, à l'unanimité de ses membres, de saisir le Procureur de la CPI de la situation dont la Jamahiriya arabe libyenne est le théâtre depuis le 15 février 2011. Le 3 mars 2011, le Procureur de la CPI a annoncé l'ouverture d'une enquête dans la situation en Libye. Cette situation est assignée par la Présidence de la Cour à la Chambre préliminaire I.

**Le Bureau du Procureur va demander que soient délivrés des mandats d'arrêt à l'encontre de trois personnes dans le cadre de la première affaire de la situation en Libye. Les juges prendront la décision.**

Le 4 mai 2011, le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), M. Luis Moreno-Ocampo, a informé le Conseil de sécurité des Nations Unies qu'il demandera dans les prochaines semaines aux juges de la CPI de délivrer des mandats d'arrêt à l'encontre de trois personnes suspectées d'avoir commis des crimes contre l'humanité commis en Libye depuis le 15 février 2011. Sur la base des éléments de preuve déjà recueillis, les intéressés portent la plus grande part de responsabilité pour ces crimes. Il reviendra ensuite aux juges de rejeter cette requête, d'y faire droit ou de demander davantage d'éléments de preuve.

Dans la **résolution 1970** qu'il a adoptée le 26 février 2011, le Conseil de sécurité a, à l'unanimité, déféré la situation en Libye au Procureur de la CPI.

Sur la base des éléments de preuve qu'il a rassemblés jusqu'à présent, le Procureur a déclaré que « *des crimes contre l'humanité ont été et continuent d'être commis en Libye, notamment des meurtres et des actes de persécution, dans de nombreuses villes sur l'ensemble du territoire libyen* ».

En vertu de la résolution 1970, la paix, la sécurité et la protection des civils en Libye doivent être garantis par les principes de la justice. « *Aujourd'hui, la justice est en marche. Cependant, si des intérêts divergents compromettent l'adoption d'une position ferme et cohérente concernant les décisions de la Cour, les meurtres, les persécutions, les arrestations systématiques, la torture, les assassinats, les disparitions forcées et les attaques contre les civils se poursuivront sans relâche* », a indiqué le Procureur.

M. Moreno-Ocampo a appelé les États à prendre d'ores et déjà les mesures nécessaires en vue d'arrestations au cas où les juges délivreraient des mandats d'arrêt. Il a ajouté que « *le moment est venu de commencer à planifier l'exécution d'éventuels mandats d'arrêt* ».

En outre, le Bureau du Procureur poursuivra ses enquêtes sur les différentes formes de persécution à l'encontre des civils à Tripoli et dans d'autres régions du pays, ainsi que sur des cas de viols, d'arrestations illégales, de mauvais traitements et de meurtres d'Africains sub-sahariens considérés à tort comme des mercenaires.

Le Bureau du Procureur mènera également des enquêtes sur des crimes de guerre qui auraient été commis en Libye depuis la fin du mois de février, et notamment sur le recours à des armes non précises telles que des armes à sous-munitions, des lance-roquettes multiples et des mortiers et d'autres types d'armes lourdes dans des zones urbaines fort peuplées.

La Cour pénale internationale est une cour permanente et indépendante qui mène des enquêtes et engage des poursuites à l'encontre de personnes accusées des crimes les plus graves ayant une portée internationale – génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre – pour autant que les autorités nationales compétentes n'aient ni la capacité ni la volonté de le faire véritablement. Le Bureau du Procureur enquête à l'heure actuelle sur six situations : la République démocratique du Congo, le nord de l'Ouganda, la région du Darfour au Soudan, la République centrafricaine, le Kenya et la Libye.

### **PREMIER RAPPORT DU PROCUREUR DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU EN APPLICATION DE LA RÉOLUTION 1970 (2011)**

English, Français, عربي

### **Discours prononcé devant le Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation en Jamahiriya arabe libyenne, en application de la résolution 1970 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2011)**

English, Français

Source : Bureau du Procureur

#### **Situation en République centrafricaine**

Le gouvernement de la République centrafricaine a renvoyé la situation devant la Cour en décembre 2004. Le Procureur a ouvert une enquête en mai 2007. Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. Le procès a débuté le 22 novembre 2010.

Décisions adoptées entre le 25 avril et le 6 mai 2011

#### **Affaire Bemba**

#### **Judgment on the appeals of Mr Jean-Pierre Bemba Gombo and the Prosecutor against the decision of Trial Chamber III entitled "Decision on the admission into evidence of materials contained in the prosecution's list of evidence"**

Rendue par la Chambre d'appel le 3 mai 2011

#### **Situation en République démocratique du Congo**

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga, Mathieu Ngudjolo Chui et Callixte Mbarushimana sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana* doit s'ouvrir le 4 juillet 2011.

Décisions adoptées entre le 25 avril et le 6 mai 2011

#### **Affaire Lubanga Dyilo**

#### **Redacted Decision on the Prosecution's Application to Admit Rebuttal Evidence from Wihies DRC-OTP-WWWW-0005**

Rendue par la Chambre de première instance I, le 28 avril 2011

#### **Affaire Katanga et Ngudjolo Chui**

#### **Version publique expurgée de «Ordonnance relative à la mise en oeuvre de l'article 93-2 du Statut et des règles 191 et 74 du Règlement de procédure et de preuve au profit de témoins de la Défense de Germain Katanga» (ICC-01/04-01/07-2748-Conf)**

Rendue par la Chambre de première instance II, le 3 mai 2011

#### **Version publique expurgée de « Décision relative à la requête de la Défense de Germain Katanga visant à obtenir la coopération de la République démocratique du Congo en vue de la comparution de témoins détenus » (ICC-01/04-01/07-2640-Conf-Exp)**

Rendue par la Chambre de première instance II, le 3 mai 2011

#### **Version publique expurgée de « Décision relative à la requête de la Défense de Germain Katanga tendant à l'amendement de la décision sur sa requête visant à obtenir la coopération de la République démocratique du Congo en vue de la comparution de témoins détenus » (ICC-01/04-01/07-2660-Conf-Exp)**

Rendue par la Chambre de première instance II, le 3 mai 2011

#### **Ordonnance convoquant une conférence de mise en état (norme 30 du Règlement de la Cour)**

Rendue par la Chambre de première instance II, le 5 mai 2011

### Affaire Mbarushimana

#### Decision amending the e-Court Protocol

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 28 avril 2011

#### Decision to Hold Consultations under Rule 114

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 28 avril 2011

#### Decision setting a time limit for the Defence's observations on the "Prosecution's request for the assessment of the English proficiency of Callixte Mbarishimana"

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 2 mai 2011

#### Decision on the Defence Requests concerning the implementation of the Chamber's "Second Decision on matters regarding the review of potentially privileged materials" dated 2 May 2011

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 2 mai 2011

#### Order to NFI to submit a report

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 5 mai 2011

### Situation en République du Kenya

Le 31 mars 2010, la Chambre préliminaire II a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête *proprio motu* sur la situation du Kenya, Etat partie depuis 2005. Suite à la délivrance de citations à comparaître le 8 mars 2011, six citoyens kenyans ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire II les 7 et 8 avril 2011. Les audiences de confirmation des charges dans les deux affaires : *Le Procureur c. William Samoei Ruto, Henry Kiprono Kosgey et Joshua Arap Sang* et *Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohammed Hussein Ali* sont programmées pour le 1<sup>er</sup> et le 21 septembre 2011, respectivement.

#### Décisions adoptées entre le 25 avril et le 6 mai 2011

#### Order under Regulation 24(1) of the Regulations of the Court

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 3 mai 2011

### Affaire Ruto, Kosgey et Sang

#### Décisions adoptées entre le 25 avril et le 6 mai 2011

#### Decision on the "Prosecution's Application for leave to Appeal the 'Decision Setting the Regime for Evidence Disclosure and Other Related Matters' (ICC-01/09-01/11-44)"

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 2 mai 2011

#### Decision under Regulation 24(5) of the Regulations of the Court on the Motion Submitted on Behalf of the Government of Kenya

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 2 mai 2011

### Affaire Muthaura, Kenyatta et Ali

#### Décisions adoptées entre le 25 avril et le 6 mai 2011

#### Decision on the "Prosecution's Application for leave to Appeal the 'Decision Setting the Regime for Evidence Disclosure and Other Related Matters' (ICC-01/09-02/11-48)"

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 2 mai 2011

#### Decision under Regulation 24(5) of the Regulations of the Court on Submitted on Behalf of the Government of Kenya the Motion

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 2 mai 2011

#### Decision on the Defence "Application for Order to the Prosecutor Regarding Extrajudicial Comments to the Press"

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 5 mai 2011

### Liens utiles

Les **procédures** se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : [www.icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int)

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des **résumés audiovisuels** sont disponibles sur notre **chaîne YouTube**

Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

### Événements

#### La Présidente de l'Irlande est reçue à la Cour pénale internationale



La Présidente de l'Irlande, Mme Mary McAleese (au centre), son mari et le Président de la Cour pénale internationale, le juge Sang-Hyun Song, au siège de la Cour à La Haye © ICC-CPI

Le 2 mai 2011, la Présidente de l'Irlande, Mme Mary McAleese, a rencontré le Président de la Cour pénale internationale (CPI), le juge Sang-Hyun Song, ainsi que d'autres hauts responsables de la Cour.

Le Président Song a remercié la Présidente McAleese pour le soutien et l'assistance que l'Irlande apporte depuis longtemps à la CPI. Il a notamment exprimé sa reconnaissance pour les généreuses contributions versées par l'Irlande au Fonds au profit des victimes ainsi qu'au Fonds d'affectation spéciale créé pour financer la participation des pays les moins avancés. Il s'est adressé en ces termes à la Présidente : « l'Irlande figure parmi les partisans de la Cour les plus convaincus et les plus fidèles, et je suis ravi d'avoir aujourd'hui l'occasion de vous exprimer personnellement notre gratitude ».

La Présidente McAleese a décrit la Cour comme étant « une des plus grandes réalisations du droit international depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale » et a déclaré qu'il importait « d'envoyer un message clair : les auteurs des actes odieux et abominables que sont les crimes contre l'humanité ne resteront pas impunis ». Tout en soulignant le rôle primordial que joue la CPI pour la sécurité des

générations futures, elle a assuré que son pays continuera d'apporter son soutien à la Cour dans toute la mesure possible.

La visite de la Présidente McAleese à la CPI témoigne du soutien que l'Irlande apporte depuis longtemps à la Cour et des efforts communs déployés pour lutter contre l'impunité des responsables des crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale.

Photographies de la visite sont disponibles [ici](#).

#### Le Fonds de la CPI au profit des victimes lance un appel à manifestation d'intérêt en faveur des victimes de violences sexuelles et sexistes en République centrafricaine

Le 6 mai 2011, le Fonds de la Cour pénale internationale (CPI) au profit des victimes lance un appel à manifestation d'intérêt pour faciliter la réhabilitation de victimes de violences sexuelles et sexistes en République centrafricaine (RCA), ayant identifié un besoin d'assistance urgent prioritaire des victimes de ces crimes dans le contexte de la situation en RCA. Les futurs programmes du Fonds en RCA pourront toutefois cibler à l'avenir des victimes d'autres crimes. Le Fonds finance des projets de réhabilitation physique, psychologique et de soutien matériel à l'intention des victimes de crimes relevant de la compétence de la CPI.

Le 21 décembre 2004, le Gouvernement de la RCA a déferé la situation à la CPI, qui a officiellement ouvert la situation en République centrafricaine le 19 janvier 2005. Toutes les parties au conflit en RCA ont commis des viols et autres agressions sexuelles graves. En effet, lorsque le Procureur a annoncé l'ouverture d'une enquête en République centrafricaine le 22 mai 2007, il a indiqué que son analyse préliminaire des crimes allégués avait révélé un schéma de viols massifs et autres actes de violence sexuelle, apparaissant comme ayant constitué un élément central du conflit. Ce nombre élevé de victimes signalées de viols a fait de la situation en République centrafricaine, la première enquête de la CPI dans laquelle les allégations de crimes sexuels étaient bien plus nombreuses que celles de meurtre. Les allégations de crimes sexuels étaient précises et étayées, ce qui laisse penser que des viols sur les civils ont été commis en des proportions telles qu'il est impossible de les ignorer au regard du droit international.<sup>1</sup> En novembre 2010, le premier procès devant la Cour pénale internationale dans la situation en RCA s'est ouvert, celui de Jean-Pierre Bemba, accusé de crimes contre l'humanité et crimes de guerre, dont des assassinats, des viols et des pillages.

Les circonstances des crimes étaient souvent particulièrement cruelles : viols collectifs, publics, ou auxquels des proches sont contraints à prendre part. Les violences touchent principalement les femmes et les jeunes filles, mais les hommes ont également été victimes de viols, d'actes de torture à caractère sexuel, d'esclavage sexuel, d'humiliations sexuelles et d'inceste forcé<sup>2</sup>.

1 Information générale, Situation en République centrafricaine, La Haye, 22 mai 2007, ICC-OTP-BN-20070522-220-A\_Fr, Bureau du Procureur.

2 Ibid.

Les rescapés de violences sexuelles souffrent souvent, tant à long terme qu'à court terme, des conséquences de ces actes pour leur santé, leur bien-être psychologique et leur intégration sociale. Aux blessures physiques viennent s'ajouter le syndrome de stress post-traumatique (SSPT), les maladies sexuellement transmissibles (notamment le VIH/Sida), les fausses couches, les grossesses forcées et les fistules traumatiques, qui sont des déchirures débilantes des tissus du vagin, de la vessie ou du rectum. Des années de crise ont laissé le système de santé centrafricain dans un état désastreux. On compte un médecin pour 3 000 habitants, une infirmière pour 1 000, et 37 % de la population doit parcourir en moyenne 10 km à pied pour parvenir à un centre de santé<sup>3</sup>.

Le but général du programme lancé par le Fonds dans le cadre de son mandat de réhabilitation est d'apporter aux victimes de violences sexuelles et sexistes, à leur famille et aux communautés touchées un soutien formant un ensemble cohérent afin qu'elles puissent surmonter cette épreuve et mener une vie stable. Pour ce faire, le Fonds s'efforce de promouvoir l'autonomisation des femmes et des jeunes filles et de répondre aux besoins spécifiques des rescapés en fonction de leur âge, ce qui est une condition fondamentale à tout processus d'édification de la paix. Le Fonds concentre ses activités dans les diverses provinces de RCA les plus touchées par les violences sexuelles et sexistes et encourage les organisations internationales non-gouvernementales à intégrer dans leurs programmes le renforcement des capacités locales dans le cadre de partenariats avec les associations de femmes et les groupes de rescapés.

L'appel à manifestation d'intérêt lancé par le Fonds au profit des victimes est ouvert pour une durée de trois mois, du 6 mai au 5 août 2011. C'est la première étape d'un processus qui en compte deux ; chaque manifestation d'intérêt sera examinée, éventuellement retenue, puis pourra être présélectionnée. Les organisations présélectionnées seront invitées à soumettre une proposition technique et financière détaillée après la tenue d'un atelier consacré à l'élaboration de propositions que le Fonds organisera à Bangui (RCA). Les projets retenus seront soumis à l'approbation du Conseil de direction du Fonds et de la Chambre préliminaire de la CPI chargée de la situation en RCA.

### Quelques informations sur le Fonds au profit des victimes

Le Fonds de la CPI au profit des victimes est le premier fonds à s'inscrire dans la dynamique mondiale visant à mettre un terme à l'impunité et à promouvoir la justice. À la fin de l'un des siècles les plus sanglants de l'Histoire, la communauté internationale s'est engagée, en adoptant le Statut de Rome, à mettre un terme à l'impunité, à s'efforcer d'empêcher que soient commis les crimes les plus graves que connaisse l'humanité et à rendre justice aux victimes. En 2002, le Statut de Rome est entré en vigueur et, en application de son article 79, l'Assemblée des États parties a créé le Fonds à l'intention des personnes et des familles des personnes victimes de crimes relevant de la compétence de la Cour pénale internationale. Ces crimes sont actuellement le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. À l'avenir, les crimes d'agression seront également pris en compte.

Le Fonds s'intéresse et pourvoit aux besoins physiques, psychologiques ou matériels des victimes les plus vulnérables. Il s'efforce de sensibiliser l'opinion publique et de mobiliser des gens, des idées et des ressources. Il finance des projets novateurs, mis en œuvre par des intermédiaires pour soulager les maux des survivants, trop souvent oubliés. Il travaille en collaboration étroite avec des ONG, des groupes communautaires, des organisations féminines locales, des gouvernements et des organismes des Nations Unies, et ce, aux niveaux local, national et international. En s'attachant à favoriser l'appropriation et la prise en main des opérations à l'échelon local, le Fonds responsabilise les victimes et fait d'elles les principaux acteurs de la reconstruction de leur existence.

Chargé à la fois d'exécuter les ordonnances de réparation rendues par la Cour et d'apporter une assistance générale aux victimes de crimes relevant de la compétence de celle-ci, le Fonds au profit des victimes est particulièrement bien placé pour promouvoir le retour d'une paix durable, la réconciliation et le bien-être dans des sociétés déchirées par la guerre. Il est investi de deux mandats à l'égard des victimes de crimes relevant de la compétence de la CPI :

1. **Réparation** : exécuter les ordonnances de réparation rendues contre une personne condamnée, lorsque la Cour le lui ordonne.
2. **Assistance générale** : utiliser les contributions volontaires émanant de donateurs pour faire bénéficier des victimes de situations dans lesquelles la Cour intervient, ainsi que leur famille, de mesures de réhabilitation physique ou psychologique et/ou d'un soutien matériel.

Dans le cadre de son second mandat, le Fonds a mis en place un large éventail de mesures d'assistance destinées aux victimes de crimes relevant de la compétence de la CPI, dont l'accès à des services de santé génésique, la formation professionnelle, l'accompagnement psychologique des victimes de traumatismes, des ateliers sur la réconciliation et la chirurgie réparatrice. Son action a bénéficié à 75 000 personnes environ dans le nord de l'Ouganda et en République démocratique du Congo. La plupart de ses projets prévoient des interventions adaptées à la situation particulière des femmes et des enfants, afin de faire face aux vulnérabilités qui leur sont propres.

L'appel à manifestation d'intérêt est ouvert pour une durée **de trois mois, du 6 mai au 5 août 2011** ; les dossiers devront être adressés le 5 août 2011 au plus tard, sous forme électronique, à l'adresse suivante : [Kent.Foster@icc-cpi.int](mailto:Kent.Foster@icc-cpi.int).

Pour tout complément d'information, voir le site Web du Fonds à l'adresse : <http://www.trustfundforvictims.org>, et le site Web de la CPI à l'adresse : <http://www.icc-cpi.int/Menus/Go?id=c1e72ebf-be02-4510-9a53-08e9929aa51e&lan=fr-FR>

Source : Le Fonds au profit des victimes

3 Organisation mondiale de la santé, profil pays, République centrafricaine.



### Interagir avec les communautés

#### Le juge Daniel David Nsereko Ntanda intervient à Kampala (Ouganda) devant des représentants de la communauté juridique et des organisations de la société civile



Le juge Nsereko Ntanda, de la CPI, s'adressant à des représentants de la société civile à Kampala. De gauche à droite : Maria Mabinty Kamara, coordinatrice chargée de la sensibilisation sur le terrain en Ouganda ; le juge Daniel David Nsereko Ntanda, de la CPI ; Christopher Mbariza, de la Faculté de droit de l'Université Makerere ; et Joyce Freda Apio, coordinatrice de la Coalition ougandaise pour la CPI ; Kampala, le 5 mai 2011 © ICC-CPI

Le 6 mai 2011, le juge Daniel David Nsereko Ntanda, de la Section des appels de la Cour pénale internationale (CPI), a achevé une visite de deux jours à Kampala (Ouganda). Au cours de cette visite, il est intervenu devant des représentants de la communauté juridique et d'organisations de la société civile au sujet des relations entre la CPI et l'Afrique ainsi que des possibilités pour les juristes africains d'être inscrits sur la liste des conseils et des personnes assistant un conseil autorisés à exercer devant la Cour.

Le 5 mai, en collaboration avec la Coalition ougandaise pour la CPI (UCICC), l'Unité de la sensibilisation de la CPI a organisé à l'intention de différents groupes issus de la société civile une conférence publique lors de laquelle le juge Nsereko Ntanda est intervenu en tant qu'orateur invité. La conférence, axée sur le thème des

relations de la CPI avec l'Afrique, a vu la participation de 65 représentants de groupes de la société civile de Kampala et des communautés des sous régions acholi, teso, madi et lango du nord et du nord-est de l'Ouganda touchées par les crimes sur lesquels la CPI enquête.

Lors de son exposé, le juge Nsereko Ntanda a souligné que contrairement à ce que pensent certains, la CPI ne vise pas en particulier les États d'Afrique, pas plus qu'elle ne cherche à imposer l'Occident à ce continent et à ses peuples ; la CPI est une institution créée par un traité international, le Statut de Rome, auquel les États, exerçant leur souveraineté nationale, décident d'adhérer librement et de leur plein gré. À l'heure actuelle, 31 États d'Afrique sont parties au Statut de Rome. Le juge, pour qui l'Afrique a besoin de la CPI, a déclaré que « le Statut de Rome est un texte vivant qui peut être largement utilisé pour promouvoir les intérêts de l'humanité ». Concluant son intervention, il a déclaré que « le Statut de Rome, en renforçant le rôle du droit international, représente une grande avancée en ce qu'il érige en infractions pénales des comportements qui violent de manière flagrante les droits fondamentaux de l'homme et constituent les crimes les plus graves que connaisse l'humanité — l'agression, le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre ». Il a souligné que « pour être efficace, la Cour a besoin du soutien et de la coopération des États : par le renvoi de situations, par leur contribution à la remise de suspects et par les mesures qu'ils peuvent prendre pour faciliter la comparution des éventuels témoins ». Le juge Nsereko Ntanda a en outre vivement engagé les membres de la société civile à continuer de jouer le rôle essentiel qui est le leur, en aidant la Cour par des actions de mobilisation ainsi qu'en prodiguant des conseils éclairés aux États parties et à d'autres sections de la Cour.

La coordinatrice de l'UCICC, Mme Joyce Freda Apio, a remercié la Cour d'avoir fait le nécessaire pour la visite puisse avoir lieu. Elle a demandé à la Cour de réfléchir à un moyen plus efficace de faciliter les échanges entre ses responsables élus et les principales parties prenantes en vue de corriger les idées fausses concernant ses relations avec l'Afrique. À l'issue de son intervention, des questions, préoccupations et commentaires ont été exprimés, portant essentiellement sur les réparations accordées aux victimes, la portée des enquêtes, l'exécution des mandats d'arrêt délivrés par la CPI et la protection des témoins.

Au cours de sa visite, le 6 mai, le juge s'est adressé à 350 professionnels du droit lors de la réunion générale annuelle de la Société de droit ougandaise. Parmi les personnes présentes, on comptait plus de 100 avocates exerçant devant différents tribunaux ougandais. Le juge Nsereko Ntanda a appelé l'attention sur le fait que peu d'avocates africaines figurent actuellement sur la liste des conseils et des personnes assistant un conseil autorisés à représenter les victimes, accusés ou suspects comparaisant devant la Cour. Il a saisi cette occasion pour les encourager à profiter de la campagne d'appel aux avocates africaines qui a été lancée en juin dernier, lors de la Conférence de révision.

M. Sam Sasan Shoamanesh, de la Section d'appui aux conseils qui dépend du Greffe de la CPI, a participé à la réunion et présenté la procédure de demande d'inscription sur la liste des conseils et des personnes assistant un conseil tenue par le Greffe. Il a mis en avant l'expérience internationale, la formation et les autres avantages que cette expérience permet d'acquérir, avant de décrire le programme d'aide judiciaire de la Cour.

S'exprimant au nom de la communauté juridique, le Président de la Société de droit ougandaise, M. Bruce Kyerere, a remercié la Cour pour la poursuite de la campagne d'appel aux avocates africaines, qui a débuté l'an dernier. Il a aussi incité les avocates présentes à profiter de cette campagne pour se porter candidates et ainsi acquérir une expérience internationale des plus utiles.

La situation en Ouganda a été déferée à la Cour par cet État partie le 29 janvier 2004. Le 29 juillet 2004, le Procureur a ouvert une enquête sur cette situation. Cinq mandats d'arrêt ont été délivrés contre des dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur (ARS) pour des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre commis en Ouganda depuis juillet 2002. Suite à la confirmation du décès de Raska Lukwiya, il a été mis un terme à la procédure diligentée contre lui. Les quatre suspects restants sont toujours en fuite.

## Calendrier

MAI 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
9 S.E. Navi Pillay, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, viendra en visite à la CPI	10	11	12 Le Juge Song, Président de la CPI, et le Juge Kaul, second vice-président, participeront au symposium international consacré à l'après-Kampala, intitulé "Beyond Kampala: The ICC, the Crime of Aggression and the Future of the Court", qui se tiendra à Oxford (Royaume-Uni)	13	14	15
16 Discours du juge Song, Président de la CPI, à l'occasion d'un séminaire de la CARICOM sur le Statut de Rome, à Port-d'Espagne (Trinité-et-Tobago)	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					
JUIN 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.